



## **Déclaration liminaire de la FSU** **au CTA du 19 octobre 2021**

Aujourd'hui 19 octobre est une journée de mobilisation dans l'Education Nationale. Cette journée d'action de nos collègues AESH pour leur statut, leur rémunération et leurs conditions de travail est emblématique d'une école qui va mal, où la précarité explose, où les agent-es sont en mal de reconnaissance, y compris financière et qui affiche des ambitions, (dans ce cas l'inclusion scolaire), sans s'en donner les moyens. Brandir fièrement une couverture des notifications de la MDPH à hauteur de plus de 90%, alors que dans les faits, certaines notifications ne correspondent qu'à quelques heures disséminées entre plusieurs établissements... Mais de qui se moque-t-on ? La FSU continue de demander l'abandon des PIAL et le recrutement en nombre d'accompagnant-es afin de répondre à hauteur des besoins réels des notifications.

La situation dans les établissements ne cesse de se dégrader. Les classes chargées sont désormais la règle dans le 1er comme le 2nd degré. Mais nombre de remontées de terrain font état, en cette rentrée, de postes restés vacants, qu'il s'agisse de Professeurs des écoles en SEGPA, de personnels administratifs, de PSY-EN, de personnels sociaux et de santé - alors que s'y ajoutent les suspensions des personnels non vaccinés.

Même si les personnels administratifs et techniques ne sont pas au centre – loin s'en faut – de l'actualité médiatique brûlante concernant l'éducation nationale, nous savons bien que son fonctionnement actuel serait impossible sans leurs missions, leur investissement professionnel, leur contribution collective à son activité quotidienne et à ses objectifs. Dommage que la considération des décideurs pour leurs filières et leurs réalités professionnelles (conditions de rémunération et de travail) ne soit pas à la hauteur de leur contribution collective, à fortiori dans ce contexte de crise sanitaire aigue. Lors d'invitations à des groupes de travail pour la revalorisation de l'IFSE des filières de l'AENES et de l'ITRF, nous avons pu constater que ces réunions ne permettaient d'aucune manière un réel dialogue social puisque la circulaire d'application ministérielle ne pouvait y être discutée. La FSU condamne avec force un contexte d'inégalités indemnitaires tous azimuts, de gel des salaires et de non reconnaissance des qualifications et des compétences pour le plus grand nombre.

Dans les vies scolaires, jamais le recrutement d'AED n'a été aussi difficile alors que ces personnels ont été, au plus fort de la pandémie, en première ligne et que le ministère est resté sourd à leur mobilisation et leurs revendications. La FSU continue de dénoncer l'exclusion de ces personnels, comme des AESH, de toute indemnité liée à l'exercice en Education Prioritaire.

L'avenir de cette dernière reste d'ailleurs très incertain entre menace de disparition du label REP et contractualisation des moyens, y compris dans notre académie qui n'est pourtant pas dans l'expérimentation des CLA. Ces contrats locaux, dont nous apprenons qu'ils bénéficient aussi à certains établissements privés catholiques, en disent d'ailleurs long de la conception de la laïcité du ministre qui dans sa communication la réduit à des images stéréotypées du "vivre ensemble". Plus généralement, la FSU s'inquiète de l'avenir de l'école publique dans une éducation de moins en moins nationale. Tandis que la mise en place du contrôle continu participe à la dénaturation du baccalauréat comme diplôme national et met encore un peu plus à mal l'égalité entre les élèves, l'injonction faite aux établissements de produire des "Plans de continuité pédagogique", forcément locaux eux aussi, dédouane le ministère de sa responsabilité face aux conséquences de deux années de pandémie sur la scolarité des élèves, lui qui n'est plus en capacité d'assurer la seule vraie continuité pédagogique en mettant devant chaque élève un enseignant formé. La même logique est à l'oeuvre dans la démarche d'évaluation des établissements qui sous-entend que la qualité du service public d'éducation ne reposerait que sur l'engagement des personnels, leur capacité à porter un regard critique sur leur travail, à trouver localement des réponses aux besoins des élèves.

Dans ce contexte, comment s'étonner de la défiance croissante des personnels alors que les opérations de carrière et de mobilité les concernant sont devenues plus opaques depuis que la Loi de "Transformation de la Fonction Publique" a

privé leurs représentants d'informations et de leur droit de regard. Si certains continuent de se mobiliser, de s'adapter coûte que coûte, d'autres finissent par abandonner le métier, qu'ils se mettent en disponibilité ou démissionnent. Les conditions de travail sont moins que jamais au cœur des préoccupations des "managers", la dématérialisation des fiches RSST pourtant souhaitable sera-t-elle le sujet d'une information large des personnels ?

Un dernier point pour conclure cette liminaire : nous dénonçons l'absence de certains documents (bilan des moyens d'enseignement, des DHG...) et réitérons notre demande de communication de ces informations.